

1308

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Elaboration du Document de Stratégie
de Réduction de la Pauvreté (DRSP)

RAPPORT REGIONAL DE ZIGUINCHOR

Lucien Kwadi Lamine NDECKY
Saliou DIOP

SOMMAIRE

I- Introduction

II- Méthodologie

III- Perception du bien-être par la population

- A- La perception du bien-être par la population
 - 1- La nature de l'habitat
 - 2- L'environnement
 - 3- La possession des terres et du bétail
- B- perception de la pauvreté par la population
 - 1- Les indicateurs en milieu urbain
 - 2- Les indicateurs en milieu rural

IV- Analyse des contraintes par les pauvres

- A- Le problème de l'eau
 - 1- Le facteur naturel
 - 2- Le facteur structurel
- B- L'inactivité et le chômage
- C- L'insuffisance alimentaire
- D- Le célibat
- E- La cherté des produits de consommation
- F- L'insécurité

V- Analyse des solutions locales de la réduction de la pauvreté

- A- La paix et la sécurité des personnes et des biens
- B- L'assistance et l'accompagnement des populations
- C- La révision des conditions d'accès au crédit
- D- Le désenclavement de la région
- E- La lutte contre le chômage

VI- Analyse institutionnel du point de vue des pauvres

- A- Les écarts existant entre la demande de la population et les propositions des institutions
- B- L'exigence de la formation, une récurrence dans le discours de la population
- C- La méconnaissance des institutions par la majorité de la population
- D- Rôle de l'Eglise dans la médiation de la crise
- E- Note sur le roi d'Oussouye
 - 1- La sécurité alimentaire
 - 2- La sécurité physique

VII- Les priorités des pauvres

- A- Les secteurs d'investissements prioritaires chez les femmes
- B- Les secteurs d'investissements prioritaires chez les jeunes
- C- Les secteurs d'investissements prioritaires chez les hommes chefs de ménage

VIII- Les relations de genre

- A- Rôle traditionnel des femmes dans la région
 - 1- La reproduction et l'éducation des enfants

2- L'entretien de la maison et de la famille

B- Rôle actuel des femmes

1- La femme garante de la sécurité alimentaire

2- La femme gérante du ménage

3- La femme garante de l'économie domestique

Conclusion

Quelques sémiologies de la pauvreté à Ziguinchor

Bibliographie

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AJAC :	Association des Jeunes Agriculteurs de la Casamance
APRAN :	Association pour la Promotion Rurale de l'Arrondissement de Nyassia
CONGAD :	Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement
CRS :	Catholic Relief Services
MFDC :	Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PAARZ :	Projet d'Appui à l'Auto Promotion dans la Région de Ziguinchor
PACTE :	Association de Solidarité Internationale pour le Développement Social et Urbain
RADDHO :	Rencontre Africain pour la Défense des Droits de l'Homme

I - INTRODUCTION

Issue de réforme administrative de juillet 1884 avec le découpage de l'ancienne région de la Casamance en deux entités distinctes, la région de Ziguinchor couvre une superficie de 7339 km², soit 3,74 % du territoire national.

Elle est limitée au Nord par la République de Gambie, au Sud par la République de Guinée Bissau, à l'Est par la région de Kolda et à l'Ouest par l'Océan Atlantique avec 86 km de côtes.

Ziguinchor est subdivisée en :

- Trois (03) départements :

Bignona (5295 km²) ;

Oussouye (891 km²) ;

Ziguinchor (1153 km²) ;

- Quatre (04) communes : Ziguinchor, Bignona, Thionk-Essyl, Oussouye ;

- Huit (08) arrondissements ; *(saguis ?)*

- Vingt cinq (25) Communautés Rurales ; *vd*

- Cinq cent deux (502) villages

La région de Ziguinchor présente des particularités naturelles dont l'originalité et la virginité font d'elle une région aux potentialités énormes.

La douceur de son climat, la luxuriance de sa végétation, la richesse de sa faune, la fertilité de ses terres, l'abondance de sa pluviométrie, la densité de son réseau pluviométrique, la splendeur de ses marigots et bolongs, l'exubérance de ses paysages et la beauté de ses plages constituent autant de richesses non seulement attractives, mais aussi particulièrement attachantes pour qui foule le sol de la Casamance

La population régionale est estimée en 1997 à 504.150 habitants, soit environ 6 % de la population totale du pays. Elle est inégalement répartie entre les départements, les ethnies, les âges et les sexes qui la composent.

La région de Ziguinchor est un véritable melting-pot de toutes les ethnies du pays et de la sous-région, dans leur richesse et leur diversité, avec autant de dialectes, de cultures de croyances religieuses.

Sur le plan économique, la région de Ziguinchor a une vocation essentiellement agricole, mais d'autres secteurs comme l'élevage, les eaux et forêts, la pêche, l'artisanat, le tourisme, etc. jouissent de conditions favorables à une expansion incommensurable.

Avec une pluviométrie de 700 à plus de 1250 mm par année, la riziculture demeure l'activité agricole dominante, suivie de la culture d'arachide d'huilerie qui est la seule culture de rente.

Le maraîchage, pratiqué surtout par les groupements féminins, se développe dans la région, tout comme l'arboriculture avec la multiplication des vergers.

L'élevage est de type extensif et sédentaire, mais aussi et surtout traditionnel.

Le potentiel forestier est très important, riche et varié et peut servir pour l'alimentation, la construction, la fourniture d'énergie, les gîtes d'animaux, etc.

Quant à la pêche, l'un des atouts de la région de Ziguinchor est de disposer de 86 km de côtes et d'un fleuve axial de 300 km de long avec de nombreux bolongs et marigots.

L'espace social est aussi fourni. C'est ainsi que Ziguinchor est la deuxième région scolaire après Dakar. Elle compte vingt (20) écoles préscolaires, deux cent quatre vingt douze (292) écoles élémentaires, vingt huit (28) collèges d'enseignement moyen, cinq (05) établissements d'enseignement secondaire et seize (16) centres d'enseignement technique et de formation professionnelle pour un effectif global de 87.739 élèves, ce qui lui donne un taux brut de scolarisation de 92,91 % qui, cependant, ne cesse de décroître depuis cinq (05) ans par le fait de déplacement des populations suite aux troubles que connaît la région. Les écoles fermées ou gelées sont au nombre de 51 pour 140 classes, tandis que le nombre d'élèves déplacés est actuellement estimé à 5097 élèves.

Pour ce qui est de la santé, la région compte trois (03) centres de santé, quatre vingt et un (81) poste de santé dont dix neuf (19) fermés, deux cent cinq (205) maternités, cent dix sept (117) cases de santé dont la plupart ne sont plus fonctionnelles, un secteur des grandes endémies avec quatre (04) léproseries, un village psychiatrique, une inspection médicale des écoles et un hôpital régional.

Cependant, cette partie du Sénégal, aux potentialités économiques considérables, a vu la quasi – totalité de ses activités ralenties, voire arrêtées. Les moyens de tous ordres ont été réduits, une partie des populations se trouve déplacée, les terres continuent à se saliniser et les campagnes, jadis prospères, se paupérissent.

En effet, la réduction des surfaces cultivables du fait de l'avancée de la langue salée accentuée par la crise (abandon des terres), l'enclavement de certaines parties de la région associé au manque d'unités de transformation des produits (les produits reviennent chers), l'arrêt des projets de développement, le manque d'épargne pour accéder au crédit (ainsi que certaines pratiques culturelles : « le Diola a peur du crédit »), l'instabilité du coût du noix d'anacarde (100 à 150 F/kg cette année au lieu de 400 F l'année dernière)... constituent des facteurs déterminants de la pauvreté dans cette partie du pays.

La population de Ziguinchor devient de plus en plus dépendante, donc de moins en moins autosuffisante comme par le passé.

Le présent rapport régional s'articule autour de sept (07) parties : la perception du bien être et de la pauvreté ; l'analyse des contraintes de la pauvreté ; l'analyse des solutions locales de réduction de la pauvreté ; l'analyse institutionnelle du point de vue des pauvres ; les priorités des pauvres ; les relations de genre.

II – METHODOLOGIE

Critère de choix des sites d'enquête

Pour le choix des sites, nous nous sommes basés sur les données préliminaires de la DPS, Programme national de lutte contre la pauvreté, Projet de Fonds d'Investissement Social, 2000. Nous avons retenu des villages se trouvant dans Communautés Rurales jugées vulnérables. Cependant, compte tenu de l'insécurité dans la zone, nous nous sommes limités dans des zones à moindre risque. Aussi, nous avons fait déplacer des villageois de l'arrondissement de Sindian à Bignona. Il s'agit de populations du village de Kagnarou. Nous nous sommes arrangés à avoir une certaine représentation de tout le village. Toutes les classes d'âge ont été représentées : les jeunes, les chefs de ménage, les mères de famille.

Outils de collecte des données

D'une manière générale, nous avons utilisé des outils de Diagnostic Participatif pour collecter les données. Ainsi, la carte sociale du quartier ou du village, la matrice des revenus et celle des dépenses, l'arbre à problèmes, ont été utilisés. C'est à travers des focus groups que nous avons pu nous servir de ces outils. Le préalable a toujours été de constituer des groupes homogènes. Et compte tenu de la spécificité de la région sur la division sexuelle du travail, nous avons utilisé comme critère d'homogénéité, le sexe et la classe d'âge : groupe de jeunes filles ou de jeunes garçons, groupe des chefs de ménage, groupe des mères de famille, groupe des femmes membres d'un GIE (en général les GPF).

Des entretiens individuels nous ont aussi permis de constituer des récits de vie qui traduisent un basculement vers la pauvreté.

Contraintes et difficultés

Une seule contrainte qui a aussi constitué la seule difficulté au cours de l'enquête a été la situation d'insécurité qui prévaut dans la région de Ziguinchor. Cependant, cela ne nous a pas permis d'accéder à un certain nombre de villages situés dans des «zones à risque». Nous avons cependant contourné cette difficulté dans l'arrondissement de Sindian en faisant venir des populations de Kagnarou à Bignona.

Liste des personnes rencontrées à Ziguinchor

Mame Birame SARR :	Gouverneur de la région de Ziguinchor
Abdou BODIAN :	Secrétaire Général du Conseil Régional
Alexandre COLY :	Conseiller Technique du Président, chargé des Affaires Economiques
Alassane GASSAMA :	Conseiller Technique N°1 du Président, chargées des Affaires Sociales
Abba DIATTA :	1 ^{er} Adjoint au Maire de Ziguinchor
Monsieur MANE :	Régional de la D.P.S à Ziguinchor
Omar CISSE :	PAARZ
François SAGNA :	C.R.S
Henry COULIBALY :	CARITAS
Demba KEITA :	AJAC / APRAN/S.D.P
Landing DIEDHIOU :	AJAC / APRAN/S.D.P
Moussa BARRY :	PACTE/CONGAD

Mamadou TINE : RADDHO
 Madame CARMEN : Représentante de l'UNICEF à Ziguinchor et Kolda
 Abbé Alain DIEDHIOU : Diocèse de Ziguinchor – Membre de la Commission de médiation sur la crise casamançaise

FOCUS GROUP

Focus Groupe avec Femmes de Tilène

Aïda NDIAYE 40 ans vendeuse de pain ; Djatou NDIAYE 73 ans Commerçante
 Christine KANDETTY 60 ans Jardinière ; Thérèse BOISSY 70 ans Inactive ;
 Marie Louise CORREA 50 ans Commerçante ; Thérèse CACHEU 75 ans Inactive
 HELENE NDOUYE 37 ans Elève Couturière ;
 Nita NDECKY 50 ans Petit commerce en saison sèche ;
 Marie Augustine KANTOUSSAN 58 ans Managère
 Donacienne MANTOUCK 27 ans Elève Couturière
 Alice SAGNA 60 ans ménagère

Focus Groupe avec Jeunes Filles de Tilène

Donacienne MANTOUCK 27 ans Elève couturière
 Virginie Bandiaky 21 ans Monitrice à la Garderie d'enfants
 Régina BADIANE 21 ans Monitrice à la Garderie d'enfants
 Josina KALAMO 29 ans Managère ; Emilie BOISSY 23 ans Couturière
 Mathilde NAPAMO 36 ans Couturière – Commerçante
 Félicité BALACOUNE 20 ans Monitrice ; Henriette NZALE 20 ans Monitrice
 Marie Victor COLY 33 ans Commerçante ; Pauline MENDY 21 ans Commerçante
 Germaine BASSE 30 ans Commerçante ;
 Espérance KAYOUNGA 23 ans Elève + Commerce de Tissus

Focus Groupe avec Jeunes hommes Tilène

De Gaulle MENDY 26 ans Maçonnerie et Commerce ;
 Insa Pascal Sambou 29 ans Tourneur à la SONACOS ;
 Moussa NDIR SAMB 30 ans Enseignant ; Paulin Kayounga 30 ans Enseignant
 Désiré NTAB 33 ans Enseignant ; Ousmane SADIO 23 ans Enseignant
 Justin BASSE 30 ans Menuisier ; Amance Y.D KAYOUNGA 24 ans Menuisier

Focus Groupe avec Chefs de ménage – Tilène

Mama DIALLO 65 ans Imam ; Idrissa NDONG 70 ans Retraité
 Mamadou GOUDIABY 75 ans Ferailleur – Retraité ;
 Dominique NZALE 63 ans Chauffeur- Retraité ; Jean NTAP 68 ans Mécanicien
 Jean DIATTA 37 ans Débrouillard ; Youssouf SADIO 57 ans Tâcheron

focus Groupe avec les femmes de Colobane

Maïmouna DIATTA Ménagère ; Fatoumata SAMBOU Jardinière
 Khady DIALLO Vendeuse de bananes ; Astou NDIAYE Vendeuse au marché
 Fanta KEITA Vendeuse à l'école ; Tida DABO Vendeuse de cacahuètes

Binta SAGNA Vendeuse de légumes au marché ; Tida DIAFOUNE Vendeuse de cacahuètes
Dalanda DIALLO Commerçante

Focus Group avec les chefs de ménage

Sekouba SAMBOU 70 ans Militaire à la retraite
Seyni BARRO 67 ans Mareyeur ; Lamine BARRO Pêcheur
Bassirou NDONG 72 ans Pêcheur ; Souté NDOUR 57 ans Mareyeur
Ibrahima DIATTA 65 ans Retraité ; Albert NIAFOUNA 65 ans Commerçant
Etienne SAMBOU 55 ans Menuisier ; Moussa SYLLA 45 ans Conseiller agricole

Focus group Jeunes homme de Colobane

Mamadou DIATTA 36 ans Menuisier ; Oumar CISSE 35 ans Maçon
Mamadou L. CISSE 36 ans Enseignant ; Bacary COLY 36 ans Hôtelier
Adama SAKHO 33 ans Monsieur Optique ; Mamadou B. DIALLO 27 ans Maçon
Boubacar DIALLO 29 ans Maçon ;
Sékou SONKO 36 ans Agent de jour au Centre de Nutrition Communautaire

Discussion de Groupe avec Jeunes filles de Colobane

Nicole BASSENE 17 ans Elève ; Aïssatou DIALLO 17 ans Ménagère
Fatou B. BIAYE 18 ans Ménagère ; Aminata Maman DIATTA 16 ans Elève
Fatou DIOUF 17 ans Ménagère ; Mamy CAMARA ; Khady MBAYE
Amy CAMARA 23 ans ; Ndeye Sira CAMARA 23 ans
Mame Sambou 17 ans ; Ndeye Touty SAKHO 17 ans Elève
Nabou SANE 23 ans Elève ; Sona FATY 25 ans Couturière
Coumba CAMARA 25 ans Ménagère ; Ndoumba BA 22 ans Elève
Seynabou BADJI 24 ans Ménagère ; Alanso CAMARA 24 ans Ménagère

Focus avec les jeunes hommes Kadior

Maolada SANE 19 ans Elève ; Moussa BALDE 18 ans Elève
Djiby TALL 18 ans Elève ; Yancouba DIALLO 18 ans Menuisier
Ablaye SAKHO 19 ans Elève ; Kalilou DIEDHIOU 18 ans Elève
Mamadou Maïta BIAYE 19 ans Menuisier ; Sékou SAKHO 14 ans Elève
Samba DIALLO 16 ans Mécanicien ; Mamadou Lam NDIAYE 19 ans Elève
El hadji Ibra CISSE 19 ans Elève ; Serigne Mbacke TALL 19 ans Elève
Kelountan DIEDHIOU 19 ans Elève ; Youssouf KANDE 18 ans Elève

Focus groupe avec les femmes de Kadior

Fousseyni SONKO 50 ans Ménagère – Vendeuse de légumes
Sarata DIEDHIOU 26 ans Vendeuse ; Astou DIEDHIOU 20 ans Elève
Fatou Wade 20 ans Ménagère ; Rama DIEDHIOU 30 ans Vendeuse de glace
Ndèye DIONGUE 20 ans Tresseuse ; Gnima Diédhiou 31 ans Ménagère
Mariama MANGA 62 ans Agricultrice ; Aïssatou MANDIANG 18 ans Elève

Focus group avec les jeunes filles de Niaguis

Alabatou BADIANE 27 ans ménagère ; Fatou DIA 17 ans ménagère
 Bintou SOW 17 ans ménagère ; Véronique DIANDY 20 ans ménagère
 Fatou KOREA 30 ans ménagère ; Awa BADIANE 18 ans élève
 Fatou THIAM 20 ans élève ; Awa DIOP 16 ans élève
 Marie Claire MENDY 19 ans hortultrice ; Bernadette MENDY 26 ans ménagère
 Khady COLY 15 ans élève

Focus group avec femmes de Niaguis

Fatou SANE Aminata SONKO ; Marie Jeanne GOMIS Germaine MANGA
 Brigitte GOMIS Fatou KOREA ; Thérèse SYLVA Emilie PREIRA
 Paulette DIATTA Marie Claire MENDY ; Monique MENDY Thérèse MENDY
 Marie MENDY Hélène DA-SYLVA

Focus group avec les jeunes de Bassène Badioncoto

Pape Lucien DIEME 20 ans élève stagiaire en électricité
 Jacques Bernard BADJI 39 ans cultivateur ; Maxime BADJI 21 ans mécanicien
 Gilbert BADJI 30 ans cultivateur ; Jean Marie BADJI 30 ans maçon
 Gustave BADJI 21 ans élève ; Auguste DA-SYLVA 38 ans menuisier
 Alexis BADJI 21 ans maçon ; Sidya COLY 18 ans élève
 Fernand SAMBOU 26 ans menuisier ; Louis Désiré BADJI 31 ans maçon

Focus group avec chef de ménages Bassène

Jules COLY 59 ans instituteur en retraite
 Jean Victor BADJI 51 ans professeur
 Wilfried BADJI 64 ans agent technique d'agriculture en retraite
 Robert SAMBOU 42 ans commerçant
 Siméon DJIBA 43 ans infirmier ; Moïse DIEME 49 ans cultivateur
 Charlemagne BADJI 55 ans cultivateur
 Jean Baptiste COLY 69 ans gendarme en retraite
 Alexis BADJI 57 ans enseignant en retraite
 Valentin MANSALY 48 ans enseignant
 Jean Faustin COLY 63 ans technicien médical en retraite

Focus group avec jeunes fille de Bassène

Fabienne BADJI	24 ans ménagère	Germaine COLY	20 ans élève
Emma DIATTA	25 ans couturière	Germaine BADJI	17 ans élève
Clémence BADJI	18 ans couturière	Nathalia COLY	17 ans élève
Albertine COLY	19 ans ménagère	Awa BADJI	19 ans élève
Juliette BADJI	25 ans ménagère		
Léontine DJIBA	18 ans couturière		
Sandrine MANGA	22 ans ménagère		

Focus group avec les jeunes hommes de manguiline

Raymond SAGNA	40 ans	Henry DACOSTA	32 ans maçon
Jean Claude SAGNA	20 ans élève	Aloïse A. DIEDHIOU	16 ans élève
Léon Malang DIEDHIOU	15 ans élève	Alain Jonas BADJI	21 ans élève
Ferdinand BASSENE	24 ans pêcheur ;	Jean Victor SAGNA	19 ans menuisier
Jean marie SANTOS	25 ans enseignant ;	Ousmane DIASSY	20 ans élève
Laurent Yves COLY	18 ans élève	Joseph SAMBOU	34 ans cultivateur
Gilbert BADIANE	33 ans menuisier		

Village de Kagnarou, arrondissement de Sindian

Chefs de ménage

Alassane SAGNA cultivateur ; Jounouss SAGNA cultivateur
Ousmane GOUDIABY cultivateur ; Sidy SAGNA cultivateur

Femmes

Mariétou DIEME ménagère ; Gnimanding GOUDIABY ménagère
Banna GOUDIABY ménagère ; Tida GOUDIABY ménagère

Jeunes hommes

Kassel SAGNA agent Caisse Rurale d'Epargne et de Crédit (CREC)
Youssouph DIEME cultivateur

Focus group avec les femmes ménagères de Tabi

Mariama SAGNA	Aïssatou SAGNA	Aïssatou MANGA
Khadijatou BADJI	Fatou BADJI	Djienaba CAMARA
Fatou Diop SANE	Aminata SAGNA	Mariama SAGNA
Maïmouna DIEDHIOU	Amy SANE	Affaloum SAGNA
Fatou SEYDI	Fatou SANE	Djienaba GOUDIABY
Rokhaya BADJI	Aminata GOUDIABY	Dianna GOUDIABY

Focus group avec les chefs de ménage de Tabi

Malang SEYDI	70 ans cultivateur	Sidya MANE 65 ans Cultivateur
Bakary GOUDIABY	cultivateur	Sidy GOUDIABY 58 ans cultivateur
Malamine SANE	cultivateur	Abibou SANE 68ans cultivateur
Nansoumane SANE	66 ans cultivateur	Youssouph GOUDIABY 71 ans cultivateur
Bakary DIEDHIOU	74 ans cultivateur	Kadialy SANE 45 ans cultivateur
Youssouph GOUDIABY	66 ans cultivateur ;	Siaka GOUDIABY 59 ans militaire retraité

Focus group avec jeunes hommes de Tabi

Malamine GOUDIABY	47 ans tailleur ;	Oumar SANE cultivateur
Moussa SANE	45 ans cultivateur ;	Salif SANE 26 ans cultivateur
Vieux SAGNA	21 ans cultivateur	Sonkarou SANE 20 ans cultivateur
Pape Sékouba SANE	26 ans technicien en informatique	
Lansana SANE	32 ans cultivateur ;	Ousmane Kassico 32 ans cultivateur
Insa SANE	30 ans photographe ;	Cheikh DHIEDIOU 19 ans cultivateur

Yaya SANE 21 ans marchand ambulant Malang SEYDI 30 ans cultivateur
 Sankoun GOUDIABY 22 ans menuisier ; Sadion SANE cultivateur
 Ibrahima DIOP 35 ans menuisier ; Oumar DIEDHIOU 49 ans cultivateur
 Zaccaria GOUDIABY 23 ans cultivateur ; Soulymane SANE 22 ans cultivateur
 Adama SANE 27 ans cultivateur

Focus group avec jeunes filles de Tabi

Binta SEYDI 22 ans ménagère ; Aby GOUDIABY 18 ans ménagère
 Amy Yaye GOUDIABY 15 ans ménagère ; Fatou SANE 20 ans couturière
 Aïda GOUDIABY 26 ans animatrice ENDA ; Fatou B. GOUDIABY 28 ans couturière
 Adama GOUDIABY 22 ans ; Aminata SANE 21 ans
 Alimatou SANE 15 ans ; Fatou BADJI 25 ans

Focus group avec les femmes du GPF d'Oussouye

Elisabeth SENGHOR 43 ans teinturière ; Rosine DIATTA 47 ans ménagère
 Ndèye ciré SAMBOU 40 ans couturière ; Fatoumata SEYDI 38 ans alphabétisatrice
 Fatou DRAME 47 ans commerçante ; Dioula SANE 40 ans commerçante
 Astou BODIAN 80 ans ménagère ; Khardiatou DIALLO vendeuse de cacahuètes
 Dalanda DIALLO vendeuse de cacahuètes ; Fatoumata CAMARA 42 ans petit commerce

Entretiens individuels – récits de vie

Stéphanie MALACK 27 ans inactive victime d'une mine Tilène Ziguinchor
 Simon KAYOUNGA 52 ans cultivateur déplacé Tilène Ziguinchor
 Gilbert BAMPOKY 64 ans instituteur en retraite Tilène Ziguinchor
 Mohamed MBOUP 47 ans tailleur Tilène Ziguinchor
 Bernadette MBINKI 38 ans ménagère Tilène
 Ibrahima DIATTA 65 ans retraité Colobane Ziguinchor
 Caramo DIATTA 51 ans agent SOCHESHAL Colobane Ziguinchor
 Djirinkène BADJI 38 ans vendeuse de jus d'anacarde Colobane Ziguinchor
 Aïssatou NDIAYE 80 ans vendeuse de sel Colobane Ziguinchor
 Marie Pierre SAGNA 27 ans ménagère Colobane Ziguinchor
 Marie Rosalie BODIAN 63 ans ménagère Colobane Ziguinchor
 Sadio SONKO 48 ans ménagère Kadior Ziguinchor
 Aïssatou GASSAMA 22 ans ménagère Kadior Ziguinchor
 Fasseyne MANE 50 ans vendeuse de *fondé* Kadior Ziguinchor
 Bintou DIEME 28 ans vendeuse de glace Kadior Ziguinchor
 Alioune SANE 67 ans retraité Kadior Ziguinchor
 Lamine DIEDHIOU 71 ans tâcheron Kadior Ziguinchor
 Youssouph MANDIAN 42 ans météorologiste ASECNA Kadior Ziguinchor
 Marise DALOUSE 36 ans couturière Kadior Ziguinchor
 Théodore COLY 73 ans riziculteur – planteur Niaguis
 Marie MANGA 68 ans vendeuse de jus d'anacarde Niaguis
 Pierre Mendy 37 ans agriculteur – planteur déplacé Niaguis
 Thérèse GOMIS 41 ans ménagère déplacée Niaguis
 Alabatou BADIANE 27 ans ménagère Niaguis
 Thérèse Kayounga 59 ans ménagère Bignona – Bassène
 Jeaan Baptiste COLY 69 ans retraité Bignona – Bassène

Charles COLY 76 ans cultivateur Bignona - Manguiline
Jacob COLY 84 ans retraité Bingnona – Manguiline
Marétou DIEME 57 ans ménagère Kagnarou
Sidia SANE 65 ans Tabi
François DIEDHIOU 61 ans commerçant Oussouye
Augustin BADIANE 68 ans commerçant Oussouye

III- LA PERCEPTION DU BIEN-ETRE ET DE LA PAUVRETE

A - La perception du bien-être par la population

L'enquête perception du bien-être au niveau de la région de Ziguinchor nous a révélé de nombreux aspects riches en enseignement parmi lesquels nous pouvons citer l'habitat, l'environnement, le foncier, le bétail. Tout ceci procure la tranquillité morale : « ku am dey fekh, du yeeeg dara ci yaramame ».

Etre riche en milieu rural, c'est celui qui a :

- Suffisamment de rizières ou de terres cultivables ;
- Suffisamment de bétail ;

Une maison en banco enduite de ciment ou en dure avec une couverture en zinc.

1 - La nature de l'habitat

Les populations ont défini le bien-être par l'accès à une propriété décente d'autant plus qu'elles vivent dans des quartiers avec presque pas d'aménagement.

L'habitat est de type précaire, avec des baraques, des maisons en banco souvent enduites de ciment surtout dans des quartiers comme Boucotte Kador en pleine ville. La toiture de ces maisons est soit en zinc, soit en chaume ou en « crinting » recouvert de toile.

A l'approche de l'hivernage, certaines populations vivent dans l'angoisse du fait de la pluie, leurs maisons sont visitées par les eaux. Le manque de moyens financiers qu'elles peinent pour entretenir leurs demeures.

Dans la plupart des foyers, l'eau courante, l'électricité, le téléphone sont des éléments auxquels les populations accèdent difficilement. Les femmes puisent de l'eau dans les concessions pour les besoins ménagers comme le linge, la vaisselle et parfois même la boisson. Seuls quelques foyers disposent d'électricité la nuit, avec le non éclairage des rues, on constate une grande dispersion des points lumineux électriques dans les demeures.

Le mobilier est le plus souvent composé de chaises en bois ou en plastique et de bancs dans certaines maisons. Dans d'autres, c'est uniquement des bancs faits artisanalement à partir de bois mort.

2 - L'environnement

Les éléments caractéristiques de l'environnement des quartiers à Ziguinchor sont l'assainissement, les inondations, le mode d'implantation au niveau du site.

Le système d'assainissement est presque inexistant dans la plupart des quartiers à Ziguinchor comme à Kador où l'on constate un peu partout des dépôts sauvages d'ordures qui jouxtent les maisons. Et cela dure depuis des années disent les habitants du quartier.

L'inexistence d'égouts et de système d'évacuation des eaux usées et même de lieux d'aisance dans certaines concessions, ce qui fait que les gens vont satisfaire leurs besoins chez le voisin ou dans la nature.

Les inondations en hivernage sont fréquentes du fait de l'absence de canaux d'évacuation des eaux pluviales et du manque d'aménagement au niveau du quartier. Les populations de Tilène par exemple disent que pendant cette période de l'année le quartier devient inaccessible pour les véhicules et tout engin motorisé. Quant il pleut, sortir devient même dangereux, surtout les enfants qui risquent d'être entraînés par les eaux. La nuit, c'est encore plus dangereux du fait de l'insuffisance de l'éclairage des rues.

L'absence d'évacuation des ordures, le manque de latrines, les eaux stagnantes exposent les populations à toutes sortes de maladies comme le paludisme, ces sites deviennent leurs lieux privilégiés de reproduction des moustiques mais aussi de culture de microbes et autres larves.

3 - La possession de terres et du bétail

L'économie régionale étant essentiellement basée sur l'agriculture, disposer suffisamment de terres est un signe extérieur de bien être, donc de richesse. Le riche c'est celui qui possède des terres (beaucoup de rizières et des champs aussi), mais aussi du bétail en grand nombre. Ceci s'explique par la nature de l'agriculture qui est de type extensif. Il faut avoir assez de rizières pour pouvoir pratiquer les différents types de rizicultures (bas fonds, nappe et plateau).

En effet, le riche chez le Diola, *Abadia*, c'est celui qui est capable de produire du riz en quantité qui permet de stocker dans le grenier de quoi nourrir sa famille pendant au moins une année. Cela devient de plus rare compte tenu des conditions difficiles de l'agriculture actuellement dans la région.

Le bien être se mesure aussi par le bétail. Est riche, celui qui a un troupeau qui lui permet d'intervenir à toutes les occasions (cérémonies, funérailles).

Mais cette notion de riche n'est pas tellement répandue dans certains milieux. Dans le département d'Oussouye par exemple cette notion ne s'accepte pas. Ici, on constate la richesse et on se tait. Il y a une sorte de nivellement social, même si certains disposent plus de terres et de bétail que d'autres. C'est une société égalitaire. On peut dire d'un tel « *Na Koyom* » : il est relativement plus aisé que moi), parce qu'il a des terres et du bétail. La notion de riche n'existant pas, personne ne doit pas être pauvre. « Le pauvre c'est celui qui est paresseux ».

Les signes extérieurs de la richesse se perçoivent aussi lors des grandes cérémonies comme la fête du roi, quand il faut accueillir les hôtes ou lors des cérémonies d'initiation. Ainsi, ceux qui en ont plus tuent quatre, cinq bœufs ou plus et font manger le plus grand nombre de personnes.

Un des rôles de la royauté à Oussouye est de pérenniser le caractère égalitaire de la société. Le roi assure la solidarité en permettant à toute la communauté de se nourrir. C'est pourquoi, des hectares de rizières sont mis à sa disposition. Toute la communauté participe à la culture de ces derniers, un grenier est constitué chez le roi pour venir en aide aux nécessiteux. La personne passe la nuit déposer son panier derrière la concession du roi qui le remplit de vivre avant que son propriétaire passe tard la nuit récupérer son récipient.

Tout cela se passe dans la plus grande discrétion, même le roi n'est pas supposé connaître ceux qui sollicitent son aide. Le roi est au centre de la solidarité, de la fraternité, de la société. Il constitue en quelque sorte la « sécurité alimentaire » de la communauté et est responsable de la sécurité physique et morale de ses citoyens.

B – Perception de la pauvreté par la population

L'analyse des données de la perception de la pauvreté par la population révèle que le phénomène est perçu différemment au niveau de la région de Ziguinchor selon qu'on se trouve en milieu urbain ou rural.

En milieu urbain, le pauvre c'est celui qui n'arrive pas à assurer le minimum vital : se nourrir, se vêtir, se soigner, être sous un toit correct, etc.

En milieu rural, par contre, mêmes si les populations vivent actuellement des situations difficiles, ils ne meurent pas de faim. Ici, le pauvre c'est celui qui ne peut plus exploiter ses terres envahies par le sel ou le sable ou qui ne peut plus y accéder par le fait de la crise actuelle ; le pauvre c'est parfois le paresseux, celui qui ne travaille pas suffisamment.

1 – Les indicateurs en milieu urbain

En milieu urbain, aussi bien à Ziguinchor qu'à Bignona, c'est au niveau des quartiers périphériques et d'autres du centre que nous avons pu faire ressortir les aspects suivants.

- **La nourriture** : en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat, le panier de la ménagère s'amaigrit affectant du coût la qualité des plats et même la quantité. Ainsi, plusieurs cas ont été rencontrés :
 - il arrive que les trois repas quotidien soient assurés avec comme petit déjeuner pour les enfants de la bouillie qu'on achète auprès des vendeuses, ensuite la femme va au marché pour préparer le déjeuner. Là, quand il y a suffisamment de riz, une partie de la sauce préparée au déjeuner est réservée pour le dîner et on ne prépare que le riz le soir. Il est bon de noter que même si les trois repas sont assurés, la qualité reste toujours à désirer parce que très souvent c'est 200 F ou 300 F qui sont remis aux épouses pour la dépense quotidienne. Ceci fait que le plat se compose de riz blanc avec du poisson (carpes) bouilli auquel on ajoute quelques maigres légumes et quelques gouttes d'huile ;
 - Le ménage peut avoir du riz en quantité parce qu'ayant pu exploiter les rizières accessibles, mais ne pas avoir de quoi aller au marché. Alors on prépare du riz blanc ou « niankantang » avec du poisson séché, arrosé d'huile de palme. Au niveau de ces ménages, le petit déjeuner des enfants est souvent constitué de restes du dîner de la veille, « *fa konène* » en Diola ;
 - Le petit déjeuner n'existe pas et le matin, les gens se rabattent sur les mangues ou fruits de saison en maturité. Il y en a presque en toute période dans la région de Ziguinchor. Là aussi, un seul repas est préparé et c'est seulement vers 17 heures qu'il est servi pour éviter que les gens soient tenaillés par la faim la nuit.

Tout ceci malgré le fait que les revenus des ménages sont presque actuellement utilisés pour assurer la nourriture familiale.

- **L'habillement** : Le plus souvent, les populations s'habillent de fripes parce que disent-elles, ce qu'elles ont ne leur permet pas de se payer le luxe de se présenter en boutique, c'est trop chère. Généralement, toute la famille s'habille à la friperie. Pour les jeunes filles, on a noté que même si elles vont chez les tailleurs, c'est toujours à la friperie qu'elles se payent leurs coupons de tissu. Là, elles peuvent trouver des coupons de 1000 F qui, une fois cousus donnent les mêmes apparences que les vêtements exposés en vitrine.

Pour les jeunes garçons, c'est pareil on va à la friperie pour se payer un ou deux jeans qu'on porte pendant toute l'année avec quelques chemises ou tee-shirts et on est bien. Même les

chaussures sont payées à la friperie. Pour les jours de fête, on reprend toujours le boubou d'il y a quelques années qu'on ne porte qu'en ces occasions.

Les habits sont exceptionnellement payés aux petits à la rentrée scolaire et lors des fêtes religieuses si seulement l'argent mis de côté après une petite traite n'a pas été utilisé à d'autres fins.

- **La santé** : l'accès aux soins de santé leur est souvent difficile, le manque de moyens est souvent posé comme obstacle dans la mesure où disent-ils, partout où l'on va, il faut déboursier de l'argent avant même d'accéder. Les populations rencontrées soutiennent que même si parfois elles se sont débrouillées jusqu'à obtenir de quoi payer le ticket d'accès au centre médical, elles sont souvent rattrapées par l'achat des médicaments prescrits. Les ordonnances sont alors payées de façon fragmentée ou parfois ne sont pas achetées jusqu'à ce que le mal s'aggrave et qu'une autre ordonnance s'y ajoute. Ceci leur pousse alors à recourir à la pharmacopée traditionnelle, qui est plus accessible parce qu'à moindre coût.

Il y aussi le recours aux médicaments vendus dans les boutiques. Ainsi, en cas d'état grippal, on se rend au niveau de la boutique du quartier pour se payer des paracetamol à 25 F un comprimé d'aspirine ou de solicetil à 50 F. L'exemple qui nous a été fourni par Monsieur M.N., coordinateur du centre de nutrition communautaire d'un quartier de Ziguinchor est assez explicite de cette situation. Il concerne un homme qui vivait dans le quartier. Un jour, il était atteint du paludisme, durant les premiers jours, quand il faisait de la fièvre le soir, il se payait deux comprimés de paracetamol à la boutique qu'il prenait. Après chaque prise, la fièvre baissait et il transpirait abondamment ce qui lui permettait de vaquer ensuite à ses occupations et de dire que le paracetamol était efficace pour lutter contre cette maladie. Il a procédé ainsi jusqu'au jour où il a piqué une crise parce que n'ayant fait un traitement adéquat faute d'argent. Dans un premier temps, il a été accueilli au centre de nutrition communautaire avant d'être évacué à l'hôpital régional dans un état si grave qu'il est mort quelques heures après son admission.

En dehors de la difficulté d'accès aux services et soins de santé, un autre problème aussi grave est souligné par les populations, c'est la précarité de la santé des enfants du fait de la malnutrition ou leur sous alimentation.

- **Le logement** : En dehors du fait qu'ils sont souvent délabrés et sans confort interne, la nature flottante de l'habitat fait qu'ils vivent en permanence avec la crainte d'être déguerpis parce que l'implantation est souvent si anarchique que pour lotir et aménager certains quartiers, il faut déguerpir ou casser des maisons. C'est le cas d'une partie du quartier de Kadior où l'on n'a déguerpi des populations qui avaient occupé un terrain pendant une quarantaine d'années pour construire l'hôpital de la paix.

- **Les transports** : en saison des pluies, des quartiers comme Tilène central et Kadior à Ziguinchor ou Manguiline à Bingnona se trouvent isolés du reste de la ville. Les automobilistes n'y accèdent pas, même pour le taxi quel que soit le prix proposé, il ne s'y rend pas. A Ziguinchor, ces quartiers là ne sont pas desservis par les transports en commun qui font une desserte circulaire à travers les quartiers centraux et à habitat planifié.

- **La scolarité** : la scolarité des jeunes et des enfants est souvent perturbée par les différents aspects soulignés plus haut : inconsistance, insuffisance et pauvreté de l'alimentation. Les conditions d'étude sont difficiles du fait de la précarité de l'environnement social avec une absence d'éclairage dans les foyers mais aussi avec les difficultés éprouvées par les parents pour payer le transport, les élèves font de grandes distances à pied le matin et le soir pour aller

à l'école. Certains parents vont jusqu'à retirer les enfants de l'école pour qu'ils les aident dans les travaux ménagers et champêtres. Les jeunes filles sont les plus touchées par ces perturbations, elles prennent le relais de leurs mamans qui doivent aller très tôt le matin au marché pour le petit commerce ou dans les champs. On assiste ainsi à un fort taux de déperdition scolaire et même s'il y en a qui parviennent à «s'échapper», leurs chances d'effectuer des études supérieures sont réduites.

- **Le commerce** : On assiste à un grand développement et une massification du commerce de détail. Partout, le long des principaux axes routiers, aux alentours des marchés, on voit des étals sur lesquels diverses marchandises ou produits sont proposés : cacahouètes, beignets, fataya, mangue, mad, et tout autre produit agricole, de cueillette ou fluvial. Ceci attire l'attention actuellement dans la région parce qu'auparavant, ce genre de commerce était jadis dégradante.

2 - Les indicateurs en milieu rural.

Les indicateurs en milieu rural s'articulent autour de la terre, du bétail et de l'habitat, mais aussi par un dicton dans le département d'Oussouye selon lequel le «pauvre, c'est celui qui est paresseux.

- **La terre** : c'est la première et principale richesse des populations. Elle représente leur vivier d'autant plus que c'est elle qui procurait toute la subsistance. Mais depuis une vingtaine d'années, deux facteurs sont venus perturber cette relation de dépendance qui existait entre les populations de la région et la terre : la baisse de la pluviométrie et le conflit.

- **La baisse de la pluviométrie** : dans une région qui tire ses principales ressources de l'agriculture, la baisse de la pluviométrie affecte la production et les quantités récoltées baissent d'année en année. Les greniers de riz qui pouvaient assurer la consommation alimentaire de plus d'une année dans un ménage diola, tiennent actuellement rarement jusqu'à six mois après la récolte. Cette baisse de la pluviométrie a fait que l'on assiste à une remontée de la langue salée provoquant une salinisation des terres. Cette salinisation entraîne une réduction des surfaces cultivables, donc un amenuisement de la richesse et même sa disparition.
- **Le conflit** : elle a créée une situation d'insécurité surtout dans les zones environnantes des communes de Ziguinchor (autour de la vallée de Guidel, vers la frontière de la Guinée Bissau) et de l'arrondissement de Sindian dans le département de Binghona et l'arrondissement de Diouloulou, ces derniers temps. Cela s'est traduit par un abandon des quartiers et villages périphériques par les populations laissant derrière elles maisons, champs et bétail. Même parmi les citadins, beaucoup tiraient leurs revenus de la terre (surtout rizières et vergers) dont ils disposaient sur ces « interlandes. » Cet abandon des terres ou la crainte d'y aller par crainte de sauter sur les mines entraîne la disparition du vivier de ces populations qui se retrouvent sans sources de revenus et plus de quoi assurer leur subsistance. Elles viennent alors s'installer en ville ou dans d'autres villages chez des parents qui vont s'appauvrir d'avantage.

- **Le bétail** : Il est aussi abandonné par les populations ou volé par les malfaiteurs alors que en période de soudure ou de mauvaise récolte, il peut être vendu ou troqué, ce qui peut servir à subvenir à des besoins matériels et alimentaires.

- **L'habitat** : Traditionnellement, l'habitat était constitué de maisons en argile (terre cuite) avec de la paille ou des feuilles de rôniers pour la couverture. Actuellement, ce stade est entrain d'être dépassé, on passe à la terre cuite enduite de ciment et couvert en tôle. Ainsi,

or ce vrai ?

ceux qui ne peuvent pas couvrir leurs maisons en tôle sont considérés comme des pauvres par rapport aux autres.

- **La paresse** : c'est dans le département d'Oussouye que certains ont pensé que la paresse était un indicateur de pauvreté. Ils estiment que compte tenu des conditions naturelles favorables aux activités agricoles, l'état de pauvreté s'expliquerait difficilement.

IV – ANALYSE DES CONTRAINTES PAR LES PAUVRES

Les principales contraintes exprimées par les pauvres dans la région de Ziguinchor peuvent se résumer ainsi : la diminution de l'eau, la salinisation des terres rizicultivables, l'inactivité, le chômage, l'insuffisance alimentaire, le célibat, l'insécurité. Cependant, même si le développement économique et social de la région s'est pendant longtemps retardé, ceci s'aggrave aujourd'hui avec le conflit qui dure depuis près d'une vingtaine d'années.

A – Le problème de l'eau

Il est ici analysé en relation avec deux facteurs principaux : naturel et structurel.

1 - Le facteur naturel

Il est lié à la baisse de la pluviométrie qui est passé de 1500 mm de moyenne annuelle à 1000 mm durant les décennies de sécheresse 1977 – 1997.

La réduction de la pluviométrie et l'évaporation très forte qui est de 1500 mm par an ont entraîné :

- L'augmentation de la teneur en sel des eaux de marigots et l'avancée de la langue salée dans les bas fonds, créant une réduction progressive des surfaces cultivables ;
- La disparition des points d'eau douce pérennes comme les mares qui constituaient des points d'abreuvoir pour le bétail ;
- La régression de la mangrove qui affecte l'activité de cueillette d'huîtres par les femmes, mais aussi la pêche artisanale ;
- La diminution du couvert végétal entraînant l'érosion du plateau et l'ensablement des bas fonds.

2 - Le facteur structurel

Ce facteur a été surtout évoqué par les populations du département de Bignona, aussi bien dans la commune que dans les arrondissements.

La non fonctionnalité du barrage d'Affiniam (arrondissement de Tendouck), fait que toutes les rizières situées en aval du barrage s'assèchent juste après la fin de la saison des pluies, ce qui rend difficile toute culture de contre saison. Aussi, les terres se salinisent davantage parce que si des lâchages étaient effectués au niveau du barrage, cela permettrait une irrigation des terres et un dessalement progressif.

Aussi, il y a le problème des canaux d'évacuation d'eau pluviale à Bignona. Ces canaux qui évacuent les eaux de ruissellement vers les rizières, ont accéléré le processus d'ensablement du marigot de Bignona avec le dépôt de tous les débris et particules charriés au fond du

marigot. Cet ensablement du marigot a réduit les activités de pêche auxquelles les populations s'adonnaient pendant presque toute l'année. Maintenant, disent-elles, c'est seulement en hivernage que la pêche est pratiquée au niveau du marigot.

B – L'inactivité et le chômage

Ces contraintes résultent essentiellement de la situation qui prévaut dans la région.

L'agriculture constituant la principale activité de la région (Ziguinchor, Bignona et Oussouye sont pratiquement des communes rurales), avec l'insécurité, les populations ne se rendent plus dans leurs champs ou même ont du mal à pratiquer le petit commerce de produits maraîchers ou sauvages. Celles qui avaient des vergers ou des champs de culture en brousse n'osent plus y aller ou s'y promener, de peur d'être pris par les rebelles ou tomber sur les mines qui ont déjà fait beaucoup de victimes. Cela réduit la mobilité des populations qui avaient l'habitude de se mouvoir librement. On pouvait se permettre de quitter son village d'origine en saison des pluies pour d'autres villages où l'on estime avoir de meilleures récoltes du fait de la qualité des terres. Ces populations se retrouvent confinées dans des espaces limités où les possibilités d'exploitation sont presque nulles. On se confine alors dans des champs de case.

Le chômage est accentué dans la région par la fermeture d'usines et l'arrêt de projets de développement. Ceci est à l'origine du basculement de beaucoup de ménages en ville, parce que la plupart du personnel recruté sur place était constitué de soutiens de famille.

Ainsi, avec la perte d'emploi et l'impossibilité de se réactiver ailleurs du fait de la réticence des investisseurs à venir à Ziguinchor, la pauvreté s'installe et s'accroît de jour en jour dans la région.

C – L'insuffisance alimentaire

La réduction des surfaces cultivables, la baisse de la productivité, le manque d'activités ont poussé beaucoup de jeunes vers Dakar ou les pays voisins. Les bras valides sont donc partis laissant sur place une population vieillie qui n'a plus d'aptitude physique pour exploiter le peu de terres disponibles. On assiste donc à une baisse de la productivité agricole et des revenus tirés de l'exploitation des produits de cueillette. Les récoltes baissant de même que les revenus financiers, la quantité et la qualité de la nourriture diminuent parce que de moins en moins on a de quoi améliorer les mets. Le panier de la ménagère s'appauvrit de même que le régime alimentaire, ceux qui sont restés s'affaiblissent et supportent mal les charges physiques liées aux travaux champêtres. Chez les tous petits, cela se manifeste par l'apparition de maladies liées à la malnutrition, parfois même certains succombent à cela.

D – Le célibat

Le manque de travail pour les jeunes, l'impossibilité d'entreprendre des activités suffisamment rémunératrices font que les mariages sont très rarement célébrés dans les quartiers. Les jeunes filles et garçons vivent le célibat jusqu'à un âge très avancé.

Cela entraîne des pratiques déviantes qui, même si elles existaient, se faisaient avec une certaine discrétion. Ainsi, le « *mbarane* » qui consiste pour les jeunes filles à collectionner plusieurs copains, est devenu très fréquent. C'est une forme de prostitution déguisée d'autant que par ce moins, elles se font entretenir par plusieurs hommes en même temps : « *Massamba wala Mademba dina dikk* ».

Alors, elles se retrouvent mères à bas âge, avec des grossesses non désirées et dans certains cas, des enfants qui ne sont pas reconnus. Ces jeunes filles reconnaissent le danger qu'il y a à pratiquer cela, mais elles soulignent qu'elles n'ont pas le choix, elles doivent assurer leur survie, aider leurs parents, entretenir leurs progénitures.

Pourtant, elles stigmatisent le célibat en ces termes : « *deuk ci mademoiselle bakhoul, mosna sey mo guën mossuma sey* ». Cela signifie : ce n'est pas bon d'être une éternelle mademoiselle, goûter une fois aux délices du mariage vaut mieux que jamais.

Les jeunes garçons s'adonnent à une autre forme de prostitution en se faisant entretenir par des maîtresses. Ils fréquentent les sites touristiques à la recherche d'une « *lakhass* », comme ils disent. Ce sont soit des femmes aisées résidentes ou des touristes qui ~~leurs~~ prennent entièrement en charge. Certains se font même transporter à l'étranger pour devenir des gigolos.

E – La cherté des produits de consommation

L'enclavement de certaines parties de la région et l'impossibilité d'exploiter les vergers ou de faire du maraîchage à grande échelle font que Ziguinchor est devenue largement dépendante des autres régions, notamment Dakar. Ainsi, beaucoup de produits viennent d'ailleurs, avec la distance et les risques, ces derniers reviennent trop chers, dans tous les domaines commerciaux. Les produits maraîchers qui viennent des Niayes sont ceux qui reviennent plus chers selon les ménagères rencontrées. Avec 300 à 500 F de dépense quotidienne, on ne peut pas se payer le luxe d'acheter 100 à 200 F de légumes qui ne peuvent même pas suffire à une personne.

A Oussouye par exemple, la cherté des produits s'explique par le fait que les marchandises vendues dans les boutiques, s'acquiescent à prix forts et les populations ne disposent pas souvent des revenus financiers. Elles sont obligées de vendre assez cher leurs produits (poisson, oseille...), pour pouvoir se payer du pétrole, de l'huile ou du savon. Le poisson qui coûtait 100 à 200 F, s'achète actuellement à 500 F le tas.

F – L'insécurité

Le conflit casamançais a causé d'irréparables pertes en vies humaines, de nombreux blessés par balles ou par mines. Des dizaines de milliers de personnes ont été contraintes d'abandonner leurs terres et leurs vergers, devenus des champs de bataille où s'affrontent les soldats de l'armée sénégalaise et les « combattants » du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFCD).

L'activité économique est freinée, l'agriculture et l'industrie et même le tourisme de la région battent de l'aile. Certains partenaires de l'aide internationale et des organisations d'appui au développement se sont progressivement désengagés de la région.

La santé est inquiétante, les populations accèdent de plus en plus difficilement aux structures sanitaires, si elles ne sont pas fermées.

La mendicité commence à se développer ~~des~~ dans les villes de Ziguinchor et Bignona. Le Diola croit en son travail et s'en suffit. Aujourd'hui, la crise est entrain de fabriquer un autre casamançais, celui qui perd ces valeurs citées. Certains déplacés se retrouvant à Ziguinchor par exemple, et qui sont sans activité, se livrent à une certaine mendicité jadis proscrite.

La dispersion des personnes entraîne la dislocation de certaines familles. Il y a des couples qui ne se sont pas vus depuis 4 ou 5 ans. Soit c'est le mari qui est recherché par les militaires qui le soupçonnent d'être un rebelle. Il s'enfuit, laissant derrière lui femmes et enfants. Ce récit de la vie de Monsieur S. K. qui s'est retrouvé à Tilène (Ziguinchor) est assez explicite.

« J'ai 52 ans, je vivais Bindialoum Bainouk, dans l'arrondissement de Niaguis. Je travaillais comme commis peseur jusqu'en 1982, avant de m'installer définitivement au village après avoir perdu mon emploi. Je me suis alors reconverti en agriculteur et je cultivais de l'arachide (où je pouvais avoir jusqu'à 320.000 F/récolte), le mil, le sorgho et le maïs en association. J'avais aussi une plantation de manguiers et d'anacarde. Depuis 1994, j'ai quitté mon village pour venir m'installer en ville, à Tilène. Je passe sur comment j'ai quitté mon village... Actuellement, pour amoindrir les charges, mes deux épouses sont retournées dans leurs familles d'origine. Je vis avec mes enfants dans une maison que je partage avec une autre femme déplacée aussi qui est avec ses enfants. J'ai envoyé une fille en Gambie pour rester avec les quatre autres enfants. Je fais du petit commerce de pagnes pour survivre. Mon frère m'aide aussi un peu parce qu'il a un verger qui est encore épargné. Le propriétaire de cette maison la réclame alors qu'elle n'est pas en bon état... »

V – ANALYSE DES SOLUTIONS LOCALES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE

L'analyse des solutions locales de réduction de la pauvreté au niveau de la région de Ziguinchor s'articule essentiellement autour de : la paix et la sécurisation des personnes et des biens ; l'assistance et l'accompagnement des populations ; la révision des conditions d'accès au crédit ; le désenclavement de la région et la lutte contre le chômage.

A – La paix et la sécurisation des personnes et des biens

La paix et la sécurité sont les principes fondamentaux qui conditionnent toute entreprise de réduction de la pauvreté dans la région de Ziguinchor. Les populations, durant le temps de l'enquête, n'ont pas cessé de clamer leur désarroi et prier pour que la paix et la sécurité reviennent. Les populations estiment que si le conflit était réglé, les pistes et les champs déminés, les déplacés pourraient en ce moment regagner leurs villages d'origine et reprendre leurs activités agricoles. Cela pourra ainsi leur procurer de la nourriture durant toute l'année, avec la possibilité de faire du petit commerce des produits maraîchers et de cueillette.

Le cas de mademoiselle S.M. que nous avons rencontré dans le quartier de Tilène à Ziguinchor illustre bien à quel point le manque de paix et de sécurité peut-être un frein à l'épanouissement de la région. C'est une jeune femme de 27 ans qui habitait le village de Saint-Louis mancagne situé à une dizaine de kilomètres de Ziguinchor qu'elle a dû quitter avec ses parents en décembre 1999. Au village, en dehors de la collecte de noix d'anacarde qu'elle vendait, elle s'adonnait au commerce du jus du même produit pour entretenir ses vieux parents de même que ses frères et sœurs, sa fille et ses neveux. Une famille d'une dizaine de personnes. Elle faisait fréquemment le trajet Ziguinchor-Kolda pour vendre le jus d'anacarde, ce qui lui rapportait en moyenne 180.000 F par mois depuis 1996. Le 14 décembre 1999, elle marcha sur mine qui lui a fait perdre une jambe. C'était en voulant se rendre à la cueillette de citron à côté du village que cela lui est arrivé. Depuis lors, elle est venue s'installer à Ziguinchor avec sa famille dans une maison où vivent actuellement trois ménages.

Monsieur P.M. est aussi un déplacé qui vivait à Bindialoum Baïnounck, Communauté Rurale de Boutoupa Kamaracounda, arrondissement de Niaguis. Il avait hérité des terres de son père qu'il exploitait au village. Il cultivait du riz, du mil, des arachides. Il n'achetait pratiquement pas du riz, sinon à l'occasion de cérémonies des funérailles et se contentait d'un troc entre noix d'anacarde et du riz. Il a dû quitter son village en janvier 1995, en période de récolte après des menaces de mort de la part des éléments du MFDC.

B – L'assistance et l'accompagnement des populations

L'assistance en vivres de soudure est une nécessité pour que ces populations qui retournent dans leurs villages par ce que sans cette aide de départ, ce serait difficile de les y fixer.

Les écoles abandonnées doivent être réhabilitées ou reconstruites et leurs doter de fournitures et y affecter des enseignants. Ceci permettrait aux enfants déplacés, souvent perturbés au plan scolaire de bénéficier d'un environnement scolaire adéquat.

Sur le plan médical, réparer les cases et les postes de santé, ainsi que les maternités villageoises, tout en relançant les programmes qui avaient été abandonnés. Cela est une urgence, surtout dans des zones de santé précaire comme Niaguis. En effet, n'y a ~~pas~~ de poste de santé dans cet arrondissement, la seule structure de santé qui fait office d'accueil médical est la mission adventiste où il n'y a qu'une seule sage femme souvent indisponible. Les populations sont souvent obligées de payer 7.000 F pour évacuer les urgences à Ziguinchor, l'ambulance est souvent en dehors de la localité aussi.

Les populations doivent aussi être aidées en matériels agricoles et surtout en semences agricoles, elles ont tout perdu dans leur déplacement

Le cheptel doit aussi être reconstitué, il n'a pas été épargné. Il est soit volé, soit abandonné par les populations en fuite. Même, les programmes d'élevages (insémination artificielle et vaccination), sont au ralenti. Ce qui fait que s'il n'est pas exposé aux maladies, il a une productivité faible.

C – La révision des conditions d'accès au crédit

Avec l'inexistence ou l'impossibilité d'épargner du fait que tout ce qu'on gagne est immédiatement consommé. Ainsi, les populations perdent toute possibilité d'accès au crédit, elles n'ont plus quoi épargner. Les femmes estiment que les conditions de crédit doivent être revues, elles ne sont plus en mesure de constituer leur apport.

Aussi, le taux d'intérêt et les conditions de remboursement doivent être revus. Les montants accordés sont aussi jugés très faibles, les prêts dépassent rarement 20.000 F. L'absence de différé rend aussi le remboursement difficile.

D – Le désenclavement de la région

La relance des activités économiques de la région ne peut se faire sans un réel désenclavement aussi bien terrestre que maritime. L'économie de la région étant essentiellement basée sur l'agriculture, un bon désenclavement permettrait un bon écoulement des produits dans de meilleures conditions. La situation actuelle cause d'énormes préjudices à la région. Nous avons

constaté de visu des mangues qui pourrissent par tonnes au niveau des villages, malgré les quantités que le bateau a déjà évacué à Dakar.

Le mauvais état des routes, surtout dans les départements de Bignona et d'Oussouye ne favorise pas l'acheminement des produits vers les centres urbains. Les fruits domestiques (mangues, oranges...), les fruits de cueillette et maritimes souffrent tous du problème d'écoulement ou même de conservation.

Ainsi, la solution de la construction et /ou de la réhabilitation d'anciens appontements s'avère nécessaire pour faire revivre tous les anciens comptoirs qui existaient par la remontée en chalands ou barges, le long du fleuve Casamance, des marigots et bolongs jusqu'aux localités insulaires très enclavées des départements d'Oussouye et de Bignona. Ainsi, faudra-t-il noter que dans le cadre du désenclavement commercial, les populations dépendent de la capitale pour leur approvisionnement en denrées de premières nécessités. Une telle situation crée souvent des pénuries et ruptures de produits de grande consommation, régulièrement constatées en plus des surcoûts. Par exemple, la ville d'Oussouye est la plus chère du Sénégal, alors qu'il y a des villes plus éloignées qu'elle de la capitale, comme Kédougou dans la région de Tambacounda. En revanche, si les activités fluviales et maritimes de la Casamance étaient relancées, les surcoûts seraient réduits et une recrudescence des activités commerciales constatées.

E - La lutte contre le chômage

A cause du conflit et de l'insécurité (pistes et champs minés), beaucoup d'ONG, de projets et programmes de développement ont arrêté leurs interventions au niveau de la région, ce qui s'est traduit par des pertes d'emplois considérables. Les populations souhaitent donc que ces institutions reviennent pour participer à la reprise des activités de développement de Ziguinchor.

La création d'unités de transformation a été évoquée. En effet, l'installation d'une unité à Oussouye ou à Bignona aurait pu permettre de résoudre en partie le chômage, avec l'utilisation de la main d'œuvre locale, mais aussi favoriser le développement d'activités annexes.

Les populations évoquent aussi l'ouverture de centre de formation professionnel et technique pour les jeunes filles et garçons qui n'ont pas pu poursuivre leurs études, faute de moyens. Faciliter l'acquisition de matériels agricoles et moderniser le secteur constituent aussi une demande des populations. Les outils traditionnels comme le *kadiandou* ne permettent pas une expansion agricole, alors leur utilisation nécessite de gros efforts physiques pour des rendements moindres.

VI - ANALYSE INSTITUTIONNELLE DU POINT DE VUE DES PAUVRES

L'un des aspects de l'étude consistait à parcourir les institutions qui interviennent dans la région. Ainsi, nous avons pu identifier des ONG, en dehors des structures publiques comme la municipalité, le conseil régional, les maisons communautaires. Ces organismes étaient beaucoup plus nombreux dans le passé dans la région avant le conflit. Les quelques

institutions qui restent ou nouvellement créées s'activent essentiellement autour du micro crédit, le CRS (Catholic Relief Services) et le PAARZ (Projet d'Appui à l'Autopromotion dans la Région de Ziguinchor), ou de l'assistance (CARITAS). Il faut dire que les activités de ces institutions sont limitées, elles sont obligées de se limiter leurs interventions pour l'essentiel dans les communes ou dans les zones sécurisées par les cantonnements militaires. Cette situation est malgré tout déplorée par les populations qui souffrent du mal d'encadrement. Ce qui est d'ailleurs ressorti dans les solutions proposées par les populations au cours des entretiens

Ainsi pour mieux comprendre comment la population perçoit les institutions au niveau de Ziguinchor, nous allons étudier d'abord (A) les écarts existants entre la demande de la population et les propositions des institutions ; (B) la demande de formation, une récurrence dans le discours de la population ; (C) la méconnaissance des institutions par la majorité des populations, surtout les villageois ; (D) le rôle de l'Eglise dans la médiation de la crise casamançaise enfin, (E) mais aussi de la royauté dans le département d'Oussouye.

A – Les écarts existant entre la demande de la population et les propositions des institutions

L'action des institutions est jugée insuffisante par les populations, sinon tournée vers la satisfaction de leurs propres préoccupations. Les structures de micro-crédit sont les plus ciblées. Le taux de remboursement exigé par ces agences de crédit (en général plus de 12 %) est jugé élevé, alors que les conditions d'acquisition du prêt ne cadrent pas avec leur situation sociale marquée par une pauvreté croissante.

Ces conditions deviennent difficilement acceptables pour les populations qui réunissent difficilement les conditions d'ouverture d'un dossier au niveau d'une agence. Il est noté par ailleurs un *détournement* du crédit vers d'autres secteurs, la nourriture « *fou riyaff* », par exemple ou pour éponger une dette contractée ailleurs. Ce qui rend les débiteurs insolvable et du coût hors du cadre des potentiels bénéficiaires.

Ces populations aimeraient ainsi bénéficier de conditions de prêt beaucoup moins contraignantes pour leur permettre de mieux développer leurs activités commerciales qui souffrent largement d'absence de moyens. Vingt mille francs (20.000f) est la somme maximale qu'une institution de crédit de la place donne aux femmes qui démarrent une activité. Les femmes estiment que cette somme est dérisoire et ne permet véritablement pas de mener une activité capable de générer des bénéfices.

Par contre, l'action des institutions d'assistance, comme la CARITAS, est saluée. Elle permet de combler un vide créé par le conflit.

Cependant, le secteur que la population aimerait que les institutions occupent est celui de la création d'emploi. L'inactivité est psychologiquement intolérable, elle installe les populations dans une position répréhensible par moment : l'oisiveté crée la prostitution, le vagabondage sexuel, en passant par le vol et les agressions, phénomène jusque là méconnu par la population de la région.

Mais ce discours devient virulent quand il s'agit de le prononcer à l'endroit de la municipalité ou d'autres institutions étatiques qui sont vues comme « le nid de politiciens véreux » incapables de penser pour l'intérêt collectif sinon se servant de leur situation pour abuser la

population. Ce discours est presque général et est prononcé par toutes les catégories sociales ; mais devient encore plus virulent quand il est tenu par les jeunes. Les jeunes à Ziguinchor ne sentent pas l'action des élus locaux, à commencer par les chefs de quartier « parachutés » pour des sinécures jusqu'au conseil régional dont les rôles sont incompréhensibles par la population.

A ce titre une dame M.C disait que le chef de quartier à Manguiline (Bignona) est un incapable, toujours dépassé par les événements qui n'est même pas en mesure de regrouper les gens pour une réunion. Cette récrimination est prononcée en publique et approuvée par les autres parce qu'à l'occasion de notre visite, le chef de quartier n'avait pas fait passer le message que nous devons rencontrer les femmes. C'est un milieu où toute forme de rassemblement doit être avalisée par lui, qui est aussi chargé de répercuter l'information car la spécificité régionale interdit des réunions spontanées de groupe sous peine d'être taxé de connivence avec les irrédentistes.

Ainsi les écarts entre les attentes de la population et les propositions des institutions restent considérables. Mais si on interroge ces institutions il apparaît la reconnaissance voilée des récriminations de la population et s'explique d'après certains d'entre eux par l'absence de moyen de ces institutions et parfois par l'anarchie dont font montre certaines organisations sur le terrain. Pour le responsable d'une structure de la place, on ne sait véritablement qui fait quoi sur le terrain, il règne une véritable situation de cacophonie où le pilotage à vu est de rigueur pour certaines structures. Cela s'explique par la précipitation de certains intervenants et par leur mauvaise foi.

Leur action est tournée dit-il pour « eux-mêmes ». Ils font semblant d'associer la population dans leur intervention. Ces dernières sont manipulées et ne s'en rendent compte que tardivement. Cette déclaration de I.K est revenue dans celle de la population qui perd de plus en plus foi aux actions des ONG. Pour venir à bout de cette situation, il faudrait pas d'après I.K passer par plusieurs voies sinon celle qui consiste à décroiser les programmes en créant des passerelles entre ONG pour se partager la gestion de la crise économique.

Il préconise aussi de lutter contre le désordre dans la gestion et les interventions des ONG sur le terrain en favorisant la responsabilisation des ONG qui ne jouent pas bien leurs rôles et celles-là même doivent veiller à être plus proches de la population bénéficiaire de leur action.

C'est aussi l'avis des chefs de ménage de Tabi dans l'arrondissement de Tenguory, département de Bignona, qui estiment que les ONG ou « projet », dans leur action doivent veiller à respecter leur discours de départ. Car dans les faits les discours de départ ne sont jamais respectés quand il s'agit de les appliquer.

Cependant, le discours de la population change véritablement dans sa forme et dans son fond quand il est porté à l'endroit des institutions religieuses comme l'église ou à l'endroit de AJAC / APRAN, quand il s'agit des déplacés.

Le rôle de la CARITAS est remarquable pour la population quand il s'agit de la gestion de la crise casamançaise. Elle pense qu'avec l'Eglise qui s'est impliquée dans le conflit la pacification de la région ne tardera pas à intervenir sinon beaucoup de tracasseries que connaît la population pourrait décroître comme les déplacements massifs vers la Gambie ou la Guinée Bissau.

Les réfugiés qui reviennent au pays remercient APRAN qu'ils considèrent comme une institution qui lutte pour le bien être de la population. Mais pour ces réfugiés qui reviennent au pays comme pour ceux qui ne se sont pas déplacés, il se pose avec acuité la demande de formation pour sortir la région de la crise.

B – L'exigence de la formation une récurrence dans le discours de la population

Pour mesurer la demande de formation de la population, il faut simplement lire les arbres à problèmes où celle-ci devient presque un leitmotive dans le discours. Pour la population, la satisfaction de cette demande doit être assurée par les institutions de la place ou par les structures étatiques ; « Il faut créer des projets pour que les jeunes puissent travailler » est une récurrence dans le discours des chefs de ménage et des femmes. Cette exigence est par ailleurs entretenue par les jeunes eux-mêmes qui considèrent que le chômage qui les touche procède d'une volonté systématique de sabotage de la part des institutions étatiques comme des ONG qui ne voudraient pas les voir s'activer car disent-elles ces derniers financeraient la rébellion par leur contribution à l'effort de guerre qu'exigent les irrédentistes.

Mais pour que ce travail puisse être proposé aux jeunes et aux autres couches de la population, il faudrait leur assurer une formation par l'ouverture de centre de formation polyvalente ou par l'ouverture d'écoles spécialisées, aptes à recevoir les nombreux déchets scolaires que le système ne pu intégrer. Cet avis est des jeunes eux-mêmes.

Et au delà des déchets scolaires c'est la région elle-même qui a besoin que ses populations soient formées. Les compétences fuient vers d'autres régions du pays du fait du conflit. Certaines écoles de formation ont fermé depuis plusieurs années de même que nombre de structures sanitaires, contribuant ainsi au désarmement de la population victime, directement ou indirectement de la situation. Directe parce que étant confronté au premier chef par la situation ; indirecte parce que c'est elle même qui reçoit les déplacés qui fuient les villages attaqués dont les terres sont minées.

La demande de formation ou d'encadrement est réelle et est posée avec insistance par la population. Certaines structures existent au niveau régional ou dans les départements mais leur envergure est méconnue par la majorité de la population qui, parfois peut ignorer jusqu'à leur existence.

C – La méconnaissance des institutions par la majorité de la population.

La méconnaissance des institutions par la population est apparue lors des entretiens individualisés ou lors des entretiens de groupe. La tendance à la récrimination par la population exigeait de les interroger sur les démarches qu'elle a effectué pour venir à bout de leur problème. Très souvent la réponse était négative parce que dit-elle : « elle ne connaît pas à qui s'adresser ». Rare sont les personnes informées sur l'existence de telle ou telle autre structure et sur leur mission.

Il en est ainsi du domaine du micro crédit. La demande en crédit est posée dans tous les focus et elle s'exprime par l'installation d'agence qui assumerait cette responsabilité. La population ignore même que des agences spécialisées sont dans la région. Et il suffit de se rapprocher de ces agences pour être informé sur les modalités et les conditions de fonctionnement de ses structures.

Cette méconnaissance des structures de la place par les populations traduit une beaucoup plus profonde qui est liée à la communication. La politique institut structures milite-t-elle en faveur d'une réelle propagande envers la population ?

La réponse à cette question est donnée par les principaux concernés qui ces agences fonctionnent par cloisonnement en adoptant des canaux de communication sectoriels, orientées vers des secteurs déjà repliés sur eux-mêmes.

Tout ce que la population connaît de ses structures est plutôt leur belles voitures ou les notes qui circulent un peu partout et qui, plus qu'elles ne les narguent, ne font qu'accentuer l'ignorance de la population déjà durablement touchée dans sa fierté par les nombreux basculements qui l'ont affecté. Des basculements qui ont aboutit à la paupérisation.

Il est très souvent entendu dire que le gouvernement doit assainir les quartiers ; assurer l'éclairage public ou construire des routes. Dans la compréhension de la population ceci incombe aux autorités étatiques. Le message n'est pas encore passé que la tâche incombe aux élus locaux qui ne font par ailleurs pas beaucoup d'effort pour lutter contre l'ignorance de la population. A quoi ça sert le Conseil Régional ?

La bonne réponse ne vient jamais sinon, elle ne sert qu'à entretenir la clientèle politique en leur assurant quelques postes. Ce discours ne varie pas dans les villages et chefs lieux de département comme Oussouye où l'institution est même méconnue quand bien même le Président y habite.

Mais nous avons remarqué que les institutions qui font des distributions de vivres ne sont pas méconnues. Toute la région connaît la CARITAS. Elle constitue un recours pour la population, pour venir à bout de la famine. Et un des responsables de cette structure nous disait qu'à l'époque où de la structure était presque tournée vers les déplacés, il arrivait que certaines personnes de Ziguinchor quittait la ville par des détours entrent en Guinée Bissau pour ressortir au niveau de Mpack, village frontalier pour se faire enregistrer comme déplacés afin de bénéficier de l'assistance en denrée alimentaire que distribue la structure.

D'après un assistant du PAARZ, cela n'est pas étonnant, les gens sont fatigués et sont entrain de perdre leur dignité. Ils sont tenaillés par la faim et l'absence de sources de revenus. Alors tous les moyens sont bons pour survivre. C'est pourquoi il préconise que les structures qui se rapprochent de la population. Elles doivent se sentir plus proche de celle-ci. « Les gens sont fatigués et ont besoin d'être soutenus à tout point de vue. »

C'est aussi l'avis du permanent de la RADDHO, structure qui œuvre pour le respect des droits de l'homme qui en vient à faire du social proprement dit par l'aide à la construction des maisons des déplacés de Kandianlang, quartier périphérique de la commune de Ziguinchor qui avait été vidé suite à des attaques répétées des éléments présumés du MFDC.

Ce dernier soutient que c'est par l'insistance de la population qu'ils en sont venus à faire de l'assistance car cette dernière qui ne connaissant pas leur mission, les solliciter pour régler des problèmes ponctuels. (riz - pain - ordonnance ou autres demandes de survie).

A la gouvernance, la même idée est partagée. La population n'est pas bien informée, ceux qui doivent le faire méconnaissent parfois leur rôle, ce qui installe la confusion et le désordre dans les interventions. Sinon c'est un nombre infime d'intellectuels qui sont réellement informés.

Cette situation est différente de ce qui prévaut à Oussouye où le roi est un secours obligé et obligatoire pour les populations.

D - Rôle de l'Eglise dans la médiation de la crise

L'Eglise est interpellée de manière officielle à la question, puisque le responsable est prêtre. Selon l'Abbé A.D., membre de la commission de médiation initiée par l'Eglise, *« le conflit casamançais est une crise sénégalaise en Casaamance. Par conséquent, il faut amener tous les Sénégalais à s'y intéresser, mais aussi que les Casamançais sachent qu'ils ne pourront pas régler tout seul ce conflit. »*

C'est le 28 juin 1990 que l'Eglise a fait officiellement un message dont le contenu peut être ainsi résumé :

- l'Eglise rejette le règlement par les armes ;
- l'implication de l'abbé Diamacoune dans le MFDC n'engage pas l'Eglise, en tant que prêtre il ne lui appartient pas d'encadrer un mouvement pour séparer l'Etat.

C'est ainsi qu'en mai 1991, l'abbé Diamacoune a été libéré de prison et en 1992, l'évêque a créé une commission de médiation, dirigée à l'époque par l'abbé Lucien BASSE alors curé de la Paroisse Saint Benoît de Néma. Un des objectifs de cette commission fut d'essayer de ramener l'abbé Diamacoune dans les rangs, il ne pouvait pas exercer à la fois une mission de prêtre et une autre politique.

Cela lui a conduit à faire une déclaration historique le 08 Avril 1993, dans laquelle il soutenait qu'il était inutile de faire tuer des gens pour une indépendance qu'il ne verront pas.

Pour abbé A. D., la population a toujours été muette, ce qui est malheureux. Il est sûr qu'elle n'est pas d'accord. Elle est muette parce qu'elle n'a même pas le temps de réagir, étant brimée de toute part. C'est pourquoi, il pense qu'il faut créer les conditions pour permettre à cette population de parler librement. Par exemple les habitants des Kalounayes (département de Bignona, arrondissement de Tenguory, communauté rurale de Ouonck) ont demandé aux combattants de quitter leur territoire, après une longue bataille.

Comme action, l'Eglise a ouvert des écoles pour les réfugiés au-delà de la frontière, elle a aussi fourni des vivres à travers la CARITAS. Elle a plutôt donné du poisson au lieu d'apprendre à pêcher à la population. C'est un manque d'imagination sur ce plan, elle n'a pas eu le temps de préparer sa réaction. En effet, la crise a surpris tout le monde, personne n'avait été préparé à la gérer. Tout le monde a dû apprendre dans le tas.

Cependant, elle est au centre des négociations actuelles pour le retour définitif de la paix en Casamance.

E - Note sur le roi d'Oussouye

«Sibiloumbay », qui veut dire d'où est-ce qu'ils viennent (les bœufs), est le nom du nouveau roi d'Oussouye qui a été intronisé depuis le 16-01-2001. Le roi a une mission principalement sécuritaire, orientée vers la sécurité alimentaire et la sécurité physique de ses sujets.

1 – La sécurité alimentaire

Afin de permettre au roi d'assurer une pleine sécurité alimentaire, des hectares et des hectares de rizières sont mis à sa disposition.

A l'approche de la saison des pluies, et ce jusqu'à la fin de la saison, les populations elles-mêmes s'occupent de tout ce qui est travail au niveau des rizières royales. Elles se rendent en masse et sans contrainte dans les rizières royales depuis la préparation des pépinières, au repiquage, jusqu'à la récolte.

Pour le bétail aussi, le roi constitue un capital à partir des dons qui sont faits par les populations les plus nanties. Là aussi, il n'existe aucune contrainte, c'est la personne qui décide si elle le peut, de ce qu'elle va donner au roi. Soit c'est un bœuf, soit un mouton, chèvre ou un porc.

Tout le capital constitué est gardé chez le roi et sert à parer à toute situation d'urgence. Ainsi si quelqu'un, qu'il soit un sujet ou un étranger dans Oussouye, n'arrive plus à assurer correctement ses questions de survie, il s'adresse directement au roi.

Pour bénéficier d'une assistance alimentaire, la personne attend jusqu'à la tombée de la nuit avant que le roi ne quitte le bois sacré pour rentrer chez lui pour déposer un panier ou unealebasse sur le seuil de la demeure du roi. Et à son retour, il remplit tout ce qu'il trouve sur place, sans savoir à qui appartiennent tous ces paniers ou calebasses.

2 – La sécurité physique

Tout en garantissant la sécurité alimentaire, elle garantit la sécurité physique de ses sujets aussi parce qu'il est le centre de la société, de la solidarité et de la fraternité. Toute personne vivant à Oussouye, est sous la responsabilité du roi. Ainsi pour ce qui est de la sécurité des personnes, depuis qu'il a été intronisé, l'on a constaté que les attaques de personnes et des biens ont considérablement diminué au niveau de son royaume, le département d'Oussouye.

Même si ce ne sont pas tous qui ont répondu à son appel sur la paix, bon nombres d'éléments armés ont eu à déposer les armes du fait qu'il bénéficie de grandes attentions de la part des sujets, ou n'agissent plus dans son territoire.

L'importance du rôle sécuritaire du roi a été ressentie durant les seize (16) années de vacance du trône, cela de 1984 à 2000.

Cela a constitué un handicap pour le royaume dans le temps parce que seize (16) ans sans que les rizières puissent être exploitées. Ces seize années de retard sont dues au fait que d'abord le roi ne devait être ni musulman ni chrétien mais quelqu'un qui soit fortement impliqué dans la pratique des croyances traditionnelles. Ensuite, le conflit casamançais qui a fait aussi qu'à une époque il était impossible parce que interdit de procéder à tout rassemblement ou toute manifestation ayant trait à la désignation ou l'intronisation du roi.

VII - LES PRIORITES DES PAUVRES

A la lecture des propositions faites par la population, il est apparu un certain nombre d'actions posées par cette dernière et qui coïncident justement avec ce qu'elle appelle ses priorités dont la réalisation s'effectue dans l'urgence.

Pour mesurer avec exactitude le secteur d'investissement prioritaire de la population, nous allons effectuer l'analyse suivant deux outils : la matrice des dépenses qui mesure plus spécifiquement le domaine dans lequel investit la population et l'arbre à problème en nous intéressant cette fois-ci aux recommandations.

L'étude de ces deux outils a permis de révéler que les priorités diffèrent selon que l'on appartient à telle ou telle autre catégorie. Ainsi nous avons noté que chez les femmes et les jeunes il existe des différences fondamentales dans les domaines d'investissement des revenus. Cette différence est relevée aussi quand il opère la comparaison entre les jeunes et les chefs de ménage homme.

Ainsi pour sortir les priorités chez les pauvres nous allons suivre le logique de l'étude catégorielle en ayant comme support, les femmes, les jeunes et les chefs de ménage hommes

A - Les secteurs d'investissements prioritaires chez les femmes

En interrogeant la matrice des dépenses, il apparaît que l'essentielle des dépenses effectuées par les femmes sont tournées sur trois secteurs clé, à savoir l'alimentation, la santé et la scolarité des enfants par ordre prioritaire. Ensuite, suivent l'habillement des enfants, les cérémonies, l'épargne et les tontines.

A l'entame des entretiens avec les femmes et une fois les présentations d'usage effectuées, la première réponse des femmes c'est qu'elles sont très pauvres, tout ce qu'elles gagnent est investi dans l'entretien du ménage et par entretien du ménage elles entendent d'abord l'assurance de l'alimentation de la feuille. La quasi totalité des femmes que nous avons interrogé exercent une activité rémunératrice de revenu qui se matérialise la plus part du temps par le petit commerce ou par le maraîchage.

Les femmes contribuent à l'entretien du ménage sinon assume à elle seule la gestion de celle-ci. Les hommes même s'ils sont présents ne parviennent plus à assurer l'entretien des ménages. Les femmes prennent le relais.

Exemple d'une matrice des dépenses : Femmes du GPF (Groupement de Promotion Féminine) d'Oussouye.

Matrice des dépenses du GPF d'Oussouye

Rubriques de dépenses	Catégories sociales	
	Pauvres	Très pauvres
Dépenses famille	24	23
Santé	12	10
Scolarité	06	07
Habillement	01	01
Cérémonies	01	01
Funérailles	01	01
Tontine	02	03
Financement activités agricoles	01	02
Voyages	01	01
Epargne	01	01

Le deuxième secteur dans lequel les femmes interviennent et le secteur de la santé. Elles déclarent être malades perpétuellement mais sont incapables de se reposer sinon la famille ne mangerait pas. Les hommes (mais s'il y en a) ne leur paient pas leur ordonnance et ceux sont incapables de s'assurer pour eux où le paiement de leur propre ordonnance.

Mais les femmes déclarent recourir aux boutiques du coin pour se soigner en y achetant des aspirines – Nivaquine – paracetamol ou autre. Le recours aux boutiques s'impose comme une nécessité disent-elles parce qu'elles n'y dépensent pas beaucoup. Quant à la qualité des médicaments elles n'y ont pas de réserve sinon conteste que jusque là elles se soignent à partir des boutiques et ignorent totalement l'origine des médicaments.

En dehors de l'alimentation, de la santé, les femmes investissent dans la scolarisation des enfants. L'éducation formelle des enfants constituent l'une des priorités des femmes. Elles déclarent être très pauvres, mais sont décidées à suivre et à investir dans l'éducation de leurs enfants pour que des derniers puissent réussir. Cela ferait leur fierté que de recevoir de l'aide venant de leurs enfants qu'elles ont assisté à réussir les hommes démissionnent de leurs rôle et la « femme est naturellement prête à se tuer pour son enfant déclarent les femmes de Tilène (quartier périphérique de Ziguinchor). Elles cherchent des pommes d'anacarde à vendre jusque dans des zones réputées dangereuses (minées elles sont obligées de le faire parce qu'il n'y a personne pour le faire et les temps sont durs.

Quand elles sont malades et vraiment fatiguées, elles vont se faire consulter à l'hôpital pour se voir délivrer une ordonnance qu'elles sont incapables de payer. L'exemple nous est fournie par la veuve (T.D) à Manguiline (Bignona) qui au terme de l'entretien nous présenta un sachet rempli d'ordonnance qu'elle déversa devant nous dans un élan de tristesse retenue accentué par un silence très lourd. Elle finit par déclarer que c'est le « Bon Dieu qui veut pas d'elle », sinon elle serait morte avec tout ce qu'elle a subi comme souffrance qu'elle ignorait délibérément parce qu'incapable de se payer les ordonnances « trop chères » que lui prescrivent les docteurs.

Il faut néanmoins signaler que les femmes ne font pas que recourir aux boutiques pour se soigner. Elles consultent les guérisseurs traditionnels qui peuvent « les guérir parfois ». Nous ne pouvons pas les éluder déclarent-elles. Ils sont là pour nous.

A part ces trois secteurs les femmes investissent dans l'habillement, les tontines, l'épargne, les funérailles, dans le financement des activités agricoles et les voyages (prix du transport). Pour ce qui s'agit du montant ou de la valeur des sommes investies où l'exemple de la matrice des dépenses femmes d'Oussouye. Elles parlent dans leur majorité de l'épargne qui a un autre sens dans leur entendement car il s'agit de garder des sommes pour prévenir les temps durs où elles n'auraient absolument rien. Mais cet argent gardé reste rarement plus de deux mois avec elles. Il est vite consommé pour parer à la faim.

B – Les secteurs d'investissements prioritaires chez les jeunes

Dans cette partie, il s'agit de distinguer selon qu'il s'agit de jeunes filles ou des jeunes hommes. Même s'ils appartiennent tous à la même catégorie nous avons noté que les investissements diffèrent d'où la différence dans la priorisation de leurs activités.

A Ziguinchor la tendance chez les jeunes filles est d'être mère. Deux (2) filles sur trois (3) à un enfant hors mariage, parfois, elles peuvent en avoir jusqu'à trois de pères différents ou du même homme (rare). Cette situation devrait expliquer la différence des priorisations entre jeunes hommes et jeunes filles. (voir Matrices jeunes filles et jeunes hommes)

Exemple 1 de matrice des dépenses des jeunes filles de Tabi

Rubriques de dépenses	Catégories sociales		
	Moyenne ment riche	Pauvres	Très pauvres
Habillement	11	15	-
Effets de toilette	09	03	-
Soutien de famille	07	06	22
Santé	09	21	-
Fournitures scolaires	04	-	23
Loisirs	05	03	-
Cotisations jeunes	05	02	05

Exemple 2 : matrice des dépenses des jeunes hommes de Tilène

Rubriques de dépenses	Catégories sociales		
	Moyennement riches	Pauvres	Très pauvres
Habilleme	08	16	23
Soutien de famille	32	14	-
Cigarettes	-	04	05
Alcool	03	05	04
Entretien copines	02	05	04
Loisirs	02	02	09
The	02	04	02
Epargne	01	-	-

La comparaison entre les deux matrices fait ressortir que les jeunes hommes investissent plus sur l'habillement et sur les loisirs, le troisième domaine est l'aide apportée aux parents. Une infime partie de leur bien peut parfois être épargné par certains. La raison d'après eux est qu'ils n'en ont suffisamment. Ce qu'il gagne est investi pour leur auto satisfaction.

Ils ne peuvent pas ne pas aider les parents déclarent-ils surtout les mères de famille car elles sont très fatiguées.

Ils ont besoin de paraître pour se faire respecter dans leur groupe de paire car disent-ils les gens nous considèrent selon que l'on est bien habillé. Chaque année, ils peuvent estimer l'habillement comme étant la priorité des priorités sauf peut être pour ceux qui se considèrent comme moyennement riches qui aident d'abord les parents avant de songer à autre chose de l'aide apportée aux parents et de loin plus conséquent que ce qu'ils investissent dans leurs loisirs. Nous avons noté par ailleurs que c'est les seuls qui épargnent.

Dans les loisirs nous avons noté que l'alcool, la cigarette et le thé occupe une bonne place. Que l'on soit pauvre ou très pauvres on dépense des sommes pour la satisfaction de ses désires. Les filles aussi bénéficient de leur aides.

Dépensent-ils autant pour les loisirs parce que les parents n'exercent pas de contrôle sur leur bien ? Cette question ils ont répondu tous par la négative. Les parents ne savent même pas ce qu'ils font pour gagner de l'argent.

Les jeunes filles semblent beaucoup plus conscientes dans leurs investissements sauf qu'en matière de sexualité, elles sont insuffisamment informées sur les dangers d'une pratique non protégée. Cela conduit au mieux à des grossesses non désirées avec son corollaire de dépenses pour l'entretien des enfants car les parents ne s'occupent presque pas de ces enfants (petits fils).

De façon globale on remarquera que l'essentiel de leur dépense est affectée vers le soutien familial. Cela voudrait-il dire que les jeunes filles sont plus proches des parents où sont-elles plus faciles à contrôler ? répondent-elles nous ne pouvons pas payer les parents alors nous essayons de leur faire plaisir. Mais l'habillement occupe la deuxième place dans l'ordre

prioritaire des investissements. Si on adjoint à habillement, effets de toilettes celui-ci serait le premier domaine d'investissement des filles. Mais elles ont tenu à faire la distinction entre habillement effets de toilettes. « Bokoul » disent-elles. Mais elles dépensent aussi pour leur santé et pour les fournitures scolaires de leurs enfants. Les loisirs occupent certes une place dans la priorisation mais ne constituent pas une première.

Là où elles font véritablement la différence avec les hommes en dehors des frais de scolarisation est la cotisation dont elles s'acquittent dans leur regroupement afin de préparer les activités récréatives de groupe qu'elles organisent. Ceci est une pratique très ancienne qui leur permet de maintenir intact les liens sociaux et la bonne entente entre jeunes de même classe d'âge.

C - Les secteurs d'investissement prioritaires chez les hommes chefs de ménage

Matrice des dépenses, chefs de ménages de Kagnarou

Rubriques de dépenses	Catégories sociales		
	Moyennement riches	Pauvres	Très pauvres
Dépense famille	22	19	20
Scolarisation	02	05	04
Santé	16	08	10
Investissement agricole	04	08	06
Habillement	02	07	03
Habitat	02	03	07
Loisirs	02	-	-

A l'étude des dépenses effectuées par les chefs de ménage. Homme, il est sorti que la question de la survie occupe la première place de leurs priorités. Les hommes chefs de ménage sont dans leur majorité des agriculteurs ; leur revenu n'étant pas trop conséquent en cette période de guerre aggravée par la rareté des pluies, ils essaient tant bien que mal à assurer au moins pendant certains jours la survie de la famille. Les autres à revenu réguliers investissent également dans le manger (*fouriyaff*). Les revenus sont insuffisants déclarent-ils et tout sert à la nourriture de la famille. Les denrées sont rares et très chères au marché. Le deuxième secteur dans lequel investissent les hommes chefs de ménage est la santé, les ordonnances des enfants et leur propres ordonnances rares sont les hommes qui assistent leurs épouses dans ce domaine.

Mais à ce niveau il faut préciser que leur investissement est presque nul sinon similaire à celui des femmes. « les ordonnances sont couchées chez-moi. Je ne peux pas les payer, je me soigne par le traditionnel sinon j'achète des médicaments à la boutique », déclare un chef de ménage du quartier de Bassène écaïlle (Bingnona). Un autre, du quartier de Colobane souligne : « devant un cas d'extrême urgence je sers la ceinture pour payer l'ordonnance mais cela va se répercuter sur la dépense quotidienne, car je pourrais rester plusieurs jours sans donner la dépense quotidienne 300F. »

La réticence des bailleurs : Souvent, même si les G.I.E sont constitués, le financement pose problème. Le cas nous a été présenté au niveau du quartier de Colobane où les femmes qui voulaient être financées dans le maraîchage se sont vues dire que seuls les GIE qui voulaient faire du Set-Sétal seraient financés.

VIII - LES RELATIONS DE GENRE

La femme en casamance, a toujours eu dans nos sociétés traditionnelles des rôles et des pouvoirs importants même si depuis presque deux décennies, elle est affectée gravement par une situation de conflit dans la région qui l'a beaucoup fragilisée.

Les effets de cette crise, combinés avec ceux de la régression des conditions climatiques qui ont entraîné la perte des surfaces cultivables en particulier rizicoles de la région, influent sur les rôles des femmes au niveau des villages.

La perte des rizières ayant entraîné un rétrécissement de son grenier, la non maîtrise des activités génératrices de revenus ont par conséquent contribué à fragiliser leurs rôles et pouvoirs dans leurs familles.

La perte des rizières, l'accroissement des populations urbains (Ziguinchor, Oussouye, Bignona, etc) avec des familles où il y a un déficit d'emploi, ont amené les femmes à développer des initiatives telles que la commercialisation des produits de cueillette de la pêche artisanale, le petit commerce, le maraîchage etc. Pour une prise en charge satisfaisante des besoins de la famille.

Les initiatives qu'elles ont développées n'ont pas toujours bénéficié des soutiens pour leur valorisation et leur renforcement parce que souvent les programmes ont appuyé les hommes à s'adapter aux changements en laissant en marge les initiatives des femmes.

Ainsi nous verrons dans notre étude que malgré toutes ces contraintes, elle n'a pas baissé les bras et ce avec tous les dangers qui la guettent quotidiennement et qui sont liés à l'insécurité.

A - Rôle traditionnel des femmes dans la région

Traditionnellement la femme a toujours eu comme rôles principaux :

1 - La reproduction et l'éducation des enfants

Son rôle premier était de donner naissance à des enfants parce qu'en raison de la nature de l'économie qui était intégralement agricole, le nombre de bras était un élément fort déterminant. Donc pour mieux supporter les charges physiques des travaux champêtres et aussi exploiter le maximum de terres, il fallait avoir suffisamment d'enfants pour assurer une bonne survie.

Alors c'est la femme qui est utilisée à faire suffisamment d'enfants afin de supporter toutes les charges physiques des travaux champêtres et aussi assurer une bonne survie.

Après la naissance, il faut assurer l'éducation des enfants et là aussi, la charge revenait dans un premier à la femme avant le groupe prenne le relais. Elle prenait soin de l'enfant lui donnant à manger, s'occupant de ses besoins vestimentaires et aussi en lui prodiguant les premiers réflexes de survie et d'intégration dans la société.

2 - L'entretien de la maison et de la famille

La femme s'occupait aussi des travaux domestiques et en même temps de toutes les questions alimentaires dans la maison c'est elle qui faisait le linge, s'occupait de la propreté dans la maison ou la concession.

Etant responsable du grenier, ce que les gens mangent ou doivent manger dépendait toujours d'elle qualitativement et quantitativement. Elle parvient à assurer cette sécurité alimentaire à partir de sa participation prépondérante à la production du riz mais aussi son activisme le petit élevage et la récolte des produits forestiers. Souvent elle fait une transformation de la production de fruits et légumes pour l'amélioration de la qualité des repas bien que ce soient les hommes qui cultivent.

B - Rôle actuel des femmes

Actuellement, la femme malgré cette situation de crise qui sévit dans la région développe toutes sortes de stratégies pour pouvoir continuer à jouer le rôle qui a toujours été le sien. L'accomplissement de ce rôle l'expose souvent à un certain nombre de risques qui sont liés à l'insécurité qui perturbe la stabilité régionale. 

1 - La femme garante de la sécurité alimentaire

A cause de l'insécurité, on assiste à une impossibilité des hommes à aller en brousse de peur de se faire prendre par les rebelles ou les militaires mais aussi d'être victime des mines.

Ainsi les femmes pour assurer le minimum s'adonnent à la riziculture aux alentours des concessions et le peu qu'elles parviennent à récolter est consommé au niveau du foyer. En même temps elles développent des activités maraîchères et tout ce que le maraîchage produit est revendu pour régler les questions de survie.

Au niveau du quartier de Tilène par exemple, autour de toutes les concessions, les femmes développent du maraîchage de maison dans de tous petits espaces et après chaque récolte, tout ce qu'elles tirent de la vente des produits leur sert à acheter quelques kilogrammes de riz pour la famille.

En dehors du maraîchage aussi, l'on a noté un développement du petit à une grande échelle et là ce sont toujours les femmes qui s'y adonnent en vendant des cacahuètes, des beignets, des fruits et légumes afin de pouvoir faire bouillir la marmite.

2 - La femme gérante du ménage

Même si l'autorité reste toujours entre les mains des hommes, les ménages sont de plus en plus gérés par les femmes parce que avec la démission involontaire des hommes, toutes les charges que ces derniers supportaient leur sont revenues maintenant.

La scolarité des enfants et toutes les questions de santé sont prises en charge par les femmes qui paient des droits d'inscription, fournitures, ordonnances et partout où elles ne sont pas en mesure de supporter ces charges, c'est la déperdition.

L'habillement des enfants est pris en charge aussi par les femmes qui de temps en temps à partir de leurs petites économies s'en sont à la friperie cherche des fripes pour les enfants. Les jours de fête aussi, ce sont elles qui habillent la famille quand elles le peuvent.

3 - La femme garante de l'économie domestique

Grâce à son dynamisme exemplaire, elle provient de façon remarquable à assurer l'économie domestique.

La cueillette des fruits forestiers qui sont revendus sur le marché lui procure des revenus financiers qui sont assez considérables. En même temps, les noix d'acajou sont aussi collectés et vendues de même que le jus obtenu à partir de la pomme qui est pressée.

La pratique de ces activités fait que la femme se retrouve avec une certaine assise financière lui permettant de prendre la relève dans le ménage et de jouer le rôle qui était celui de l'époux à la maison.

Ce glissement qui s'est opéré au sein des ménages entraînant une démission des hommes et une prise de la relève par les femmes s'est effectué avec des contraintes et des risques énormes que les femmes prennent quotidiennement pour assurer leur nouveau rôle dans les ménages. Souvent, elles sont soit prises en otage, soit victimes des mines ou de viols dans la recherche des moyens de survie.

QUELQUES SEMIOLOGIES DE LA PAUVRETE A ZIGUINCHOR

CLASSEMENT DES PAUVRES EN DIOLA

Ma teugniam : exprime la difficulté ou l'état de souffrance dans lequel se trouve la personne.
Bou gaalabou : exprime un état de fatigue et on dit de quelqu'un « na gaagaal » (il est fatigué), quand il n'a plus rien, ni personne.

Fa soukatenafou : exprime la perte de tout. En milieu Diola, on dit de quelqu'un qu'il est « assoukaten », quand il n'a plus rien, ni personne.

SEMIOLOGIES MANCAGNES

Wu bone : se dit d'une personne qui a faim.

Wu noor : se dit d'une personne fatiguée par la faim ou autre chose.

SEMIOLOGIES MANDINGUES

Konkoo : traduit la situation d'une personne qui n'a pas de quoi manger.

Bataa : une personne fatiguée par la faim.

SEMIOLOGIES CREOLES

Coitadessa : quelqu'un qui n'a rien : biens matériels mais aussi personne pour l'aider.

BIBLIOGRAPHIE

Carte d'identité de la région de Ziguinchor. Conseil Régional. Edition 1999.

Présentation de la région de Ziguinchor : Espace physique, économique et social. Mai 1999.

Programme d'Urgence pour la Reconstruction et le Développement de la Casamance (PURDEC). Novembre 1998.

Projet d'Appui à l'Auto promotion dans la région de Ziguinchor. Réflexions sur les thèmes prioritaires : Décentralisation, Rôles et pouvoirs des femmes, culture de paix, initiatives paysannes et exploitation familiale.